

« Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies »

BERNARD STIEGLER, un philosophe en lutte. Dans sa ligne de mire : un capitalisme addictif qui aspire le sens de nos existences. Son remède : une économie de la contribution.

Ce n'est plus un secret pour personne : le capitalisme est en train d'être dévoré par ses propres effets toxiques. En 2005, parmi d'autres voix peu écoutées alors, une association française, Ars Industrialis, lancée par quatre philosophes et une juriste, avait sonné le tocsin. A l'époque, leur manifeste décrivait les dangers d'un capitalisme « autodestructeur » et la soumission totale aux « impératifs de l'économie de marché et des retours sur investissements les plus rapides possibles des entreprises » et notamment celles actives dans les médias, la culture ou les télécommunications.

Aujourd'hui, l'association comporte plus de 500 membres, économistes, philosophes, informaticiens et toxicologues (car le capitalisme est devenu « addictif » et « pulsionnel ») confondus et ne semble pas s'être trompée de sonnette d'alarme. « Nous faisons partie des gens qui ont soulevé, dès 2006, l'insolvabilité chronique du système financier américain. On nous riait au nez, à l'époque », explique le philosophe Bernard Stiegler, fondateur d'Ars Industrialis et directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou. L'homme habite un petit moulin industriel reconverti en maison à Epineuil-le-Fleuriel, au beau milieu de la France paysanne. Entre quelques cris de paons, il vient de nous détailler le malaise qui s'empare de tous les échelons de la société.

Le règne de l'incurie

« Au 20^e siècle, un nouveau modèle s'est substitué au capitalisme industriel et productiviste du 19^e : le consumérisme, qu'on assimile au fordisme et qui a cimenté l'opposition entre producteur et consommateur.

Le capitalisme productiviste supposait la prolétarianisation des ouvriers. Ceux-ci perdaient tout leur savoir-faire qui était transféré aux machines. Avec le consumérisme, ce sont les consommateurs qui perdent leur savoir-vivre, ce qui constitue la deuxième phase de la prolétarianisation. »

Chez Stiegler, le savoir-vivre, c'est ce qui permet à un homme de pouvoir développer ses propres pratiques sociales, d'avoir un style de vie particulier, une existence qui n'est pas identique à celle de son voisin. « Le problème du capitalisme, c'est qu'il détruit nos existences. Le marketing nous impose nos modes de vie et de pensée. Et cette perte de savoir-faire et de savoir-vivre devient généralisée. Beaucoup d'ingénieurs n'ont plus que des compétences et de moins en moins de connaissances. On peut donc

leur faire faire n'importe quoi, c'est très pratique, mais ça peut aussi produire Fukushima. L'exemple ultime de cette prolétarianisation totale, c'est Alan Greenspan, l'ancien patron de la Banque fédérale américaine, qui a dit, devant le Congrès américain qu'il ne pouvait pas anticiper la crise financière parce que le système lui avait totalement échappé. »

Que la justification de Greenspan soit sincère ou non, il n'en ressort pas moins que le système ultralibéral qu'il a sans cesse promu a engendré la domination de la spéculation à rendement immédiat sur l'investissement à long terme. Nous assistons, déplore Stiegler, au règne d'une « économie de l'incurie » dont les acteurs sont frappés d'un syndrome de « désensibilisation » couplé à une démotivation

rampante.

Où se situe la solution ? Pour Stiegler, l'heure est venue de passer du capitalisme consumériste à un nouveau modèle industriel : l'économie de la contribution. En 1987, le philosophe organisait une exposition au Centre Pompidou, « Les mémoires du futur », où il montra que « le 21^e siècle serait une bibliothèque où les individus seraient mis en réseaux, avec de nouvelles compétences données par des appareils alors inaccessibles. »

Depuis, Stiegler a chapeauté la réalisation de logiciels et réfléchit le numérique, convaincu qu'il est, en tant que nouvelle forme d'écriture, un vecteur essentiel de la pensée et de la connaissance. Il a observé de près le mouvement du logiciel libre (1). C'est de là qu'aurait en partie germé l'idée d'une économie de la contribution. Car dans le « libre », l'argent n'est plus le moteur principal. Il cède la place à la motivation et à la passion, deux valeurs en chute libre dans le modèle consumériste. La question du sens donné aux projets par leurs participants y occupe une place centrale.

« Le logiciel libre est en train de gagner la guerre du logiciel, affirme la Commission européenne. Mais pourquoi ça marche ? Parce que c'est un modèle industriel – écrire du code, c'est éminemment industriel – déprolétarisant. Les processus de travail à l'intérieur du libre permettent de reconstituer ce que j'appelle de l'individuation, c'est-à-dire la capacité à se transformer par soi-même, à se remettre en question, à être responsable de ce que l'on fait et à échanger avec les autres. Cela fait longtemps, par exemple, que les hackers (2) s'approprient les objets techniques selon des normes qui ne sont pas celles prescrites par le marketing. »

De la même manière, une « infrastructure contributive » se développe, depuis deux décennies, sur un internet qui « repose entièrement sur la participation de ses utilisateurs ». Elle a permis, entre autres, d'accoucher de Wikipédia et de substituer à la dualité consommateur-producteur un ensemble de contributeurs actifs. Ceux-ci créent et échangent leurs savoirs sur le réseau, développant ainsi des « milieux associés » où ils peuvent façonner leurs propres jugements. Pour Stiegler, cette capacité à penser par soi-même propre au modèle contributif, est constitutive d'un meilleur fonctionnement démocratique.

Poison et remède

Pas question, toutefois, de tomber dans un angélisme pontifiant. Dans ses textes, il décrit le numérique comme un « phar-makon », terme grec qui désigne à la fois un poison et un remède, « dont il faut prendre soin ». Objectif : « lutter contre un usage de ces réseaux au service d'un hyperconsumérisme plus toxique que jamais », peut-on lire dans le Manifeste d'Ars Industrialis. Stiegler complète, en face-à-face : « Le numérique peut également aboutir à une so-

ciété policière. Soit on va vers un développement pareil, soit vers l'économie de la contribution. »

D'ores et déjà, des embryons de ce modèle naissent dans d'autres domaines. « Une agriculture contributive existe déjà. L'agriculteur et ses consommateurs deviennent des partenaires, en s'appuyant notamment sur le web. » En France, cela se fait au travers des AMAP (3), les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, où les différents acteurs se mettent d'accord sur la quantité et la diversité des denrées à produire. « Dans l'univers médical, poursuit Stiegler, les patients sont parfois intégrés à la recherche, comme ce qu'a fait le professeur Montagnier avec les malades du sida. Nous pensons également qu'il y a des domaines contributifs en énergie, où l'idée serait de produire autant que l'on reçoit, grâce aux réseaux de distribution intelligents, les smart grids. C'est bien sûr totalement contraire aux intérêts des grands groupes. »

Ainsi, l'idée d'une économie de la contribution implique que des pans entiers de nos sociétés sont à réinventer. Stiegler énumère certains besoins : « une politique éducative en relation avec le numérique, un nouveau droit du travail, un système politique déprofessionnalisé, un monde de la recherche où professionnels et amateurs sont associés. Nous plaçons beaucoup pour cette figure de l'amateur, qui aime ce qu'il fait et s'y investit complètement. » Reste, finalement, la question de l'argent. La valeur produite par les contributeurs n'est pas toujours monétisable, mais peut avoir un impact sur l'activité économique. Ainsi, les articles de Wikipédia permettent à Bernard Stiegler d'écrire beaucoup plus vite qu'avant. « La puissance publique doit être en charge d'assurer la solvabilité des contributeurs. Quelqu'un qui a un projet intéressant doit pouvoir recevoir de l'argent. Cela s'inscrit dans le sillage de thèses classiques comme le revenu minimum d'existence, à ceci près que nous pensons que ces budgets doivent être pensés comme des investissements. »

Reproduire de l'investissement, non seulement financier, mais surtout humain. Aux yeux de Stiegler, voilà l'enjeu d'une sortie de crise. Et voilà, aussi, pourquoi il appelle à la réunion des hackers, des universités, des chercheurs, des amateurs et des gens de bonne volonté (« il y en a partout ») face à un « néolibéralisme devenu l'organisation généralisée du désinvestissement ».

Reportage réalisé avec le soutien du Fonds pour le Journalisme en Communauté française. (1) Selon la définition consacrée, un logiciel est libre lorsque les utilisateurs ont le droit « d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer le logiciel ». Quelques exemples, parmi les plus connus : Firefox, OpenOffice ou le système d'exploitation Ubuntu.

(2) Le hacker, grand artisan de l'internet tel qu'on le connaît, n'est pas un pirate informatique, mais plutôt un « détourné », qui va utiliser des systèmes ou des objets (technologiques ou non) dans un but que leurs créateurs n'imaginaient pas. (3) A ce sujet, voir <http://www.reseau-amap.org/amap.php>

www.arsindustrialis.org

QUENTIN NOIRFALISSE



© D.R.

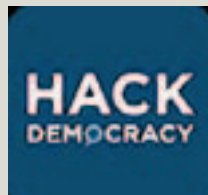
QUATRE MODES D'ACTION



GlobalLeaks

Quoi, encore un nouveau WikiLeaks ? Pas du tout. Initié en Italie, GlobalLeaks n'est pas un service de lancement d'alerte en tant que tel. GlobalLeaks est un projet qui vise à offrir un ensemble de logiciels libres, d'outils et de bonnes pratiques pour mettre en place sa propre plateforme de fuites. L'idée part d'un constat : il existe beaucoup de projets type WikiLeaks mais aucun qui ne soit tout à fait libre. En offrant un logiciel qui permet d'installer ce genre de plateforme, avec les garanties d'anonymat et de protection des données nécessaires, GlobalLeaks veut combler ce manque. Les publics cibles vont des médias internationaux aux petites entreprises, des agences publiques aux activistes de la transparence. Toujours à l'inverse de WikiLeaks, GlobalLeaks n'a pas de visage médiatique mais uniquement des contributeurs anonymes et n'est en aucun cas impliqué dans le traitement des documents. Q.N.

<http://hackdemocracy.org/>



HackDemocracy

Les données ouvertes, la transparence, l'activisme numérique ou soutenu par le numérique, le whistleblowing, les médias citoyens. Pêle-mêle, voici le genre de sujets dont on débat chaque mois aux rencontres HackDemocracy, organisée au BetaGroup Co-Working Space à Bruxelles ainsi qu'à San Francisco. Leur devise : « Des innovations pour plus de démocratie ». Avec l'objectif de rassembler hackers et officiels dans des projets collaboratifs et d'alimenter une réflexion sur les limites et promesses des nouvelles technologies. Q.N.

<http://hackdemocracy.org/>



Mémoire Politique

Marre de vous perdre dans les méandres du site du Parlement européen ? Mémoire Politique, qui est codé et enrichi par des contributeurs bénévoles, devrait vous aider. Le projet, mené par l'organisation la Quadrature du Net, qui « défend les droits et libertés des citoyens sur internet », se veut une boîte à outils pour scruter les votes de nos représentants européens (et français, aussi) et rassembler des infos sur leur travail. Et donc de voir quelle est leur position sur les projets dangereux, selon la Quadrature du Net, pour le réseau, tels que le trait controversé ACTA (Accord commercial anti-contrefaçon). Q.N.

http://www.laquadrature.net/wiki/Portail:Memoire_Politique



Telecomix

Quand internet a été coupé en Egypte, qui a permis de rétablir des connexions avec de bons vieux modems 56,6k ? Qui a diffusé en Syrie des informations pour contourner la censure du Net et mis en place des communications avec des citoyens syriens ? Qui a contribué à dénoncer le fait que des entreprises françaises (Ame-sys) ou américaines (Blue-coat) aient vendu des systèmes de surveillance du réseau en Libye et en Syrie ? Une seule réponse à ces trois questions : Telecomix, une « désorganisation » de hackers, qui est également une idée, celle de la communication libre. Ils sont bénévoles, viennent de partout et fonctionnent selon la do-ocratie : « T'as envie de faire un truc ? N'attends pas, fais-le et des gens te rejoindront. » Q.N.

<http://telecomix.org/>

Internet, enfant de la contre-culture

ENTRETIEN

Sociologue au Laboratoire des usages d'Orange Labs en France, Dominique Cardon se penche depuis plus de dix ans sur des technologies permettant de réinventer la manière de communiquer par le réseau avec les autres. Que se passe-t-il après le déclin des communautés hippies, à la fin des années 70 ?

L'après-midi est telle que certains veulent redéployer le projet ailleurs. C'est précisément à ce moment-là que les communautés virtuelles vont apparaître. L'idée reste la même : investir un nouveau territoire, l'internet naissant, et y inventer des règles de vie collective (nouveaux rapports sociaux et modes de répartition du pouvoir) pour créer une société meilleure. Sur ce territoire, on peut échanger, via Usenet, les forums ou une communauté qui s'appelle The Well. C'est là que se développe l'idéologie : recréer une forme de communication nouvelle qui s'émancipe de l'Etat, des normes de la vie ordinaire et qui prétend à l'universalité. A l'époque, les acteurs étaient surtout blancs, masculins et occidentaux mais il y avait une utopie : refaire le monde avec l'ensemble du cosmos.

En 1993 débarque le web, ce système hypertexte auquel on accède par internet et qui imprègne toutes nos vies. Près de vingt ans plus tard, que reste-t-il de l'utopie ?

Un humoriste français disait : l'utopie, il faut en mettre beaucoup au départ car ça réduit à la cuisson. Sur internet, il y a eu beaucoup d'investissement idéologique et puis une routinisation comme toute logique. Mais le projet des origines n'a pas disparu. Son grand effet politique, c'est la libération des subjectivités et l'accès à la capacité expressive et à l'espace public des « amateurs ». Internet, c'est le grand renversement dans le filtrage de l'information. Dans les médias traditionnels, les journalistes gardent les portes. En ligne, le filtre est collectif et ce sont les internautes, à travers le « page rank » de Google notamment, qui décident d'accorder du crédit à tel ou tel contenu. D'abord, il y a des points essentiels, comme la neutralité du Net, qu'il faut conserver et défendre. Il y a des réussites, comme le logiciel libre. De ce modèle a également découlé une culture participative qui est au cœur des pratiques d'internet. Les petites contributions y sont aussi nécessaires que les grandes idées aboutissent, dans les projets « libres » à des résultats souvent meilleurs que leur pendant « propriétaires ». On pourrait regretter la marchandisation croissante du Net, l'abondance de la pub, qui peut influencer les comportements (les billets sponsorisés sur les blogs), mais les entreprises étaient déjà au cœur des premières connexions, dans les

années 60 et 70. On connaît le rôle prépondérant joué par les hackers dans l'aventure internet. Votre hacker préféré, c'est qui ?

Je dirais le chorégraphe belge Alain Platel, un artiste qui puise dans les hôpitaux psychiatriques, les hospices, les gens ordinaires pour ses projets. Il correspond bien à l'idée de hacker : curieux, capable de transformer la réalité en quelque chose de plus fort et créatif. Comme les hackers informatiques le font avec le code... Lui et eux sont des passionnés virtuoses. ■



DOMINIQUE CARDON Sociologue au Laboratoire des usages d'Orange Labs

Propos recueillis par Q.N.

Interview intégrale sur blog.lesoir.be/geek-politics

l'acteur



© KRISTOF DEBEVERBEKE

Steve Stevaert

On le surnommait « Steve Stunt ». L'ancien patron de bistro de Hasselt était devenu l'homme fort du Limbourg et la tête de proue des socialistes flamands. Depuis un an, il vit une période noire. L'hebdo « Humo » en rajoute une couche...



La chute d'un météore

Steve Stunt. Steve pousse. Une décennie durant, entre 1995 et 2005, Steve Stevaert fut l'une des idoles du paysage politique flamand. Un météore. « Simple » patron de café, l'homme avait été propulsé au conseil provincial du Limbourg, à la tête de l'intercommunale Interlectra puis au maïoriat de Hasselt. On dit alors de lui qu'il n'est autre que le fils politique de Willy Claes.

Devenu une star de la télévision avec son phrasé atypique et ses idées novatrices, l'homme a définitivement conquis les médias grâce à la gratuité des transports en commun instaurée dans sa ville. La suite ? Il devient vice-ministre-président flamand en 1999, président du SP.A en 2003. Par ses prises de position, il fait la pluie et le beau temps au nord du pays, ultra-populaire avec son bon sens, son souci de réconciliation socialisme, écologie et nationalisme.

Soudain, en 2005, il démissionne pour se réfugier en un lieu moins exposé : il devient gouverneur du Limbourg. Un poste dont il démissionne, là encore, en juin 2009, le jour des élections régionales. On le dit écoeuré par la politique. Depuis, il refuse de donner la moindre interview. Comme s'il s'agissait de s'effacer, d'oublier cette incroyable notoriété.

Un chantage sexuel, et puis...

En janvier de cette année, on le retrouve là où on ne l'attendait pas : le voilà... président du conseil d'administration des guides gastronomiques Gault Millau. Six mois plus tard, il rebondit tristement dans la colonne des faits divers : une jeune femme d'origine marocaine exercerait une forme de chantage, réclamant de sa part quelque 10.000 euros sur base d'une cassette relayant leurs émois sexuels. Les versions les plus diverses circulent depuis sur ce sordide événement. Y a-t-il vraiment eu une « sex-tape » ? La jeune femme était-elle oui ou non une prostituée ? Cette histoire

était-elle une romance, ou pas ? Un avocat, « B. », aurait-il joué le rôle d'intermédiaire entre les deux personnes ? Serait-il le maître chanteur ? Dans son numéro de cette semaine, l'hebdo flamand Humo part de ces révélations pour démonter l'entourage « affairiste » de Steve Stevaert. Et mettre en avant la vraie motivation de l'ancien prodige, depuis toujours : l'argent. C'est la raison pour laquelle il aurait choisi le poste de gouverneur, avec ses 4.698 euros net par mois. C'est autour de cette motivation principale qu'il a érigé un puissant réseau politique dans le Limbourg. Son maître en la matière ? Non point Willy Claes, mais le « vrai » patron des socialistes limbourgeois, Paul Butenaerts. Son fils, Stijn, est le ami d'enfance de Stevaert. Et l'avocat « secret » impliqué dans l'affaire sexuelle. Le patron d'un cabinet, aussi, principalement... chargé de traiter les affaires publiques de la province.

Humo énumère ainsi les dossiers dans lequel Steve Stevaert et ses proches seraient impliqués, de près ou de loin. Avec de substantiels montants à la clé. Il est question de partenariats public/privé dans lesquels le privé sera quasiment absent, de la construction contestable de projets urbanistiques phares comme le Land van Oit et l'Ethias Arena, du recours de l'organisme de lutte contre la fraude réclamant le remboursement de subsides et évoquant des soupçons de corruption, des marchés colossaux d'énergie verte ayant servi les intérêts de la galaxie Stevaert... Sans oublier des liens peu clairs avec le groupe Machiels qui aurait racheté une partie des terrains du Pukkelpop.

Steve Stevaert vit une « annus horribilis », ajoute Humo, avec l'affaire sexuelle, le décès de son père et le suicide de son frère. Avec le départ de Caroline Gennez de la tête du SP.A, il perdrait aussi son dernier vrai relais au sein de l'univers socialiste. Un homme seul, après la gloire. ■

OLIVIER MOUTON